

COMMUNIQUÉ

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

377 rue Bank st. Ottawa K2P 1Y3 (613) 236-7238 (613) 563-7861 (fax)

Face aux énormes profits des grandes banques, la population canadienne exige la création d'une banque postale

Appuis croissants pour la campagne visant la création d'une banque postale, déjà appuyée par plus de 50 syndicats, groupes de justice environnementale et sociale et organismes luttant contre la pauvreté

Pour diffusion immédiate

Le 7 septembre 2016

OTTAWA – À la suite de l'annonce des énormes profits combinés de 10,4 milliards \$ déclarés par les six plus grandes banques canadiennes la semaine dernière¹, la population a submergé les députées et députés fédéraux de messages appuyant la création d'une banque postale.

Les services bancaires constituent le secteur d'activité le plus rentable au pays, et pourtant, les frais bancaires canadiens comptent parmi les plus élevés au monde, se chiffrant en moyenne à 185 \$ par utilisateur par année.

Alors que débute la deuxième étape des consultations de l'examen de Postes Canada entrepris par le gouvernement fédéral, un nombre croissant de voix se font entendre pour exiger le rétablissement d'une banque postale au Canada. La semaine dernière, après l'annonce des profits réalisés par les grandes banques, les députées et députés fédéraux ont reçu des milliers de messages les exhortant à appuyer la mise sur pied d'une banque postale qui ferait contrepoids aux grandes banques.

« Les grandes banques pourraient utiliser leurs profits pour réduire les frais bancaires exorbitants que nous devons payer au Canada. Mais parce qu'elles monopolisent le marché bancaire, elles en profitent pour imposer des frais toujours plus élevés », explique Dru Oja Jay, directeur général de l'organisme *les Amis des services publics*.

¹ Pour le trimestre se terminant le 31 juillet, les six plus grandes banques canadiennes ont déclaré des profits combinés de 10,4 milliards \$, soit une hausse de 12,6 % par rapport aux profits trimestriels combinés de 9,21 milliards \$ déclarés l'année précédente. Ces six grandes banques ont réalisé des profits combinés de 35 milliards \$ en 2015. Au cours des deux dernières années, leurs profits ont connu une hausse de 19 %.

« La banque postale serait une excellente option de rechange peu coûteuse. Ses profits pourraient servir à assurer la prospérité du service postal public, ce qui donnerait lieu à des retombés avantageuses pour les collectivités », déclare Mike Palecek, président national du STTP.

L'envoi de messages aux députées et députés fédéraux a été coordonné par la coalition *Vers des collectivités durables*, une initiative appuyée par plus de cinquante syndicats, groupes de justice environnementale et sociale et organismes luttant contre la pauvreté. La coalition fait campagne en faveur de la revitalisation du réseau postal, grâce à la prestation de services bancaires, et de l'optimisation des services postaux pour relever les défis climatiques et économiques auxquels le Canada est confronté.

« Nous appuyons la mise en place d'une banque postale, parce qu'elle sera en mesure de s'attaquer aux inégalités économiques et aux changements climatiques au Canada. En tissant les liens qui s'imposent, nous parviendrons à obtenir des services bancaires abordables, des investissements dans des projets d'énergie propre et de meilleurs services pour les collectivités rurales et les Premières Nations », affirme Avi Lewis de la coalition *Vers des collectivités durables*.

La création d'une banque postale est appuyée par les syndicats représentant les travailleuses et travailleurs des postes, des organismes communautaires, des groupes luttant contre la pauvreté et plus de 600 municipalités partout au pays. Une banque postale existe déjà dans de nombreux pays. Le Canada a eu sa propre caisse d'épargne postale jusqu'en 1969.

-30-

Pour obtenir un complément d'information, prière de communiquer avec Aalya Ahmad, service des communications du STTP, 613-327-1177 ou aahmad@cupw-sttp.org.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site : www.collectivitésdurables.ca